

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 3673

[2003/200945]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités d'octroi de subventions aux communes pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un ou de plusieurs conseillers en aménagement du territoire et en environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 12, modifié par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2003;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire donné le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne donné le 10 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre I^{er} *quinquies* rédigé comme suit :

« CHAPITRE I^{er} *quinquies* ». — De l'octroi de subventions aux communes pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un ou plusieurs conseillers en aménagement du territoire et en environnement

Art. 257/1. L'octroi d'une subvention pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire et en environnement est subordonné aux conditions suivantes :

1° la commune procède à l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire et en environnement dans les 6 mois de la décision d'octroi de la subvention;

2° la commune s'engage à maintenir ou à créer un service communal d'urbanisme au plus tard lors de l'engagement ou de la décision de maintien de l'engagement du conseiller en aménagement du territoire et en environnement.

3° le conseiller s'engage à suivre une formation continue en aménagement du territoire et en environnement.

Art. 257/2. Pour bénéficier de la subvention, la commune doit procéder à l'engagement ou au maintien de l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire et en environnement :

1° soit titulaire du diplôme d'architecte ou de tout diplôme universitaire, comprenant ou complété par une formation en aménagement du territoire et en environnement d'un minimum de 150 heures, avec un minimum de 30 heures clairement dédicacées dans chacune des deux matières;

2° soit titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long, comprenant ou complété par une formation en aménagement du territoire et en environnement d'un minimum de 150 heures, avec un minimum de 30 heures clairement dédicacées dans chacune des deux matières, d'une part, et bénéficiant ou justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans de gestion et de pratique en aménagement du territoire, en urbanisme et en environnement. Cette expérience peut être ramenée à 4 ans si elle a été obtenue dans les communes bénéficiant simultanément d'un règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal, d'un schéma de structure communal et d'une commission communale d'autre part;

3° soit bénéficiant et justifiant d'une expérience d'au moins 10 ans de gestion et de pratique en aménagement du territoire, en urbanisme et en environnement. Cette expérience est toutefois ramenée à 8 ans si elle a été obtenue dans les communes bénéficiant simultanément d'un règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal, d'un schéma de structure communal et d'une commission communale.

Art. 257/3. Le dossier de demande de subvention est introduit par le collège des bourgmestre et échevins auprès du Ministre de l'Aménagement du Territoire, au plus tard le 30 octobre de l'année précédent l'action de la subvention.

Il contient :

1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire et en environnement ou une copie de la délibération du conseil communal désignant en qualité de conseiller en aménagement du territoire et en environnement un agent statutaire ou contractuel;

2° une copie du ou des diplômes que possède le conseiller en aménagement du territoire et en environnement;

3° une description des missions, tâches, objectifs et moyens de fonctionnement du service communal d'urbanisme, qui devront démontrer la volonté communale de s'investir dans les nouvelles responsabilités de la gestion de son territoire, en identifiant particulièrement le rôle du conseiller en aménagement du territoire et en environnement;

4° le détail des charges salariales relatives à l'engagement ou au maintien de l'engagement du conseiller en aménagement du territoire et en environnement.

Art. 257/4. Deux ou plusieurs communes limitrophes peuvent introduire conjointement un dossier unique de demande de subvention pour l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire et en environnement dont l'activité s'exerce sur les territoires respectifs de ces communes.

Art. 257/5. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions fixées par le présent chapitre et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Le montant de la subvention est fixé forfaitairement à 12.000 euros.

Le montant de la subvention est octroyé à concurrence d'un maximum de 200 % pour les communes bénéficiant simultanément d'un règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal et qui contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, d'un schéma de structure communal adopté et d'une commission communale.

Le montant de la subvention est octroyé à concurrence d'un maximum de 150 % pour les communes disposant d'une commission communale, dont le projet de schéma de structure communal a reçu l'avis favorable du fonctionnaire délégué après avoir été approuvé provisoirement par le conseil communal et dont le projet de règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal et qui contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, a été approuvé provisoirement par le conseil communal, au plus tard le jour de l'introduction de la demande de subvention.

Le montant de la subvention est octroyé à concurrence d'un maximum de 100 % pour les communes ne remplissant aucune des conditions décrites aux deux alinéas précédents.

Pour les demandes de subvention introduites conjointement par deux ou plusieurs communes, le montant de la subvention est octroyé à chacune des communes en fonction des critères établis dans le présent article. Le montant global attribué ne peut toutefois dépasser 300 % du montant forfaitaire par conseiller engagé.

Art. 257/6. La subvention est liquidée au terme de l'année civile écoulée, sur base des documents suivants :

1° un justificatif des dépenses comprenant entre autres la charge salariale du conseiller en aménagement du territoire et en environnement et les frais de fonctionnement relatifs à ses missions;

2° un rapport d'activités détaillé relatif à l'action du conseiller au sein du service communal d'urbanisme, à l'implication de la commune dans ses responsabilités face à l'aménagement de son territoire et précisant de manière prospective sa vision de l'évolution de sa politique en la matière;

3° la preuve que le conseiller a suivi des formations en aménagement du territoire et en environnement au cours de l'année objet de la subvention.

Pour l'année de l'entrée en fonction du conseiller en aménagement du territoire et en environnement, la subvention est liquidée au pro rata du nombre de mois prestés.

Les demandes de liquidation de la subvention, accompagnées des documents identifiés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, sont transmises au Ministre de l'Aménagement du Territoire au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'objet de la subvention.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire peut préciser le contenu du rapport prévu à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Pour les demandes de subvention introduites conjointement par deux ou plusieurs communes, le rapport d'activité peut être unique à la condition d'identifier les actions et implications relatives à chaque territoire communal.

Le rapport d'activité est transmis à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire dans le délai prévu à l'alinéa 3.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3673

[2003/200945]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden zur Einstellung oder zur Weiterbeschäftigung eines oder mehrerer Raumordnungs- oder Umweltberater

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 12, abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des am 8. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire» (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 10. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt :

Artikel 1 - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel I *quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt :

«KAPITEL I *quinquies*». — Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden zur Einstellung oder zur Weiterbeschäftigung eines oder mehrerer Raumordnungs- und Umweltberater

Art. 257/1 — Die Gewährung eines Zuschusses zur Einstellung oder zur Weiterbeschäftigung eines Raumordnungs- und Umweltberaters unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° die Gemeinde nimmt die Einstellung oder die Weiterbeschäftigung eines Raumordnungs- und Umweltberaters innerhalb von sechs Monaten nach dem Beschluss, den Zuschuss zu gewähren, vor;

2° die Gemeinde verpflichtet sich, spätestens bei der Einstellung des Raumordnungs- und Umweltberaters oder beim Beschluss, ihn weiterzubeschäftigen, einen gemeindlichen Städtebaudienst aufrechtzuerhalten oder zu schaffen;

3° der Berater verpflichtet sich, an einer Weiterbildung in Raumordnung und Umwelt teilzunehmen.

Art. 257/2 - Um den Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, muss die Gemeinde die Einstellung oder die Weiterbeschäftigung eines Raumordnungs- und Umweltberaters vornehmen, der:

1° entweder Inhaber des Architektendiploms oder eines Diploms des Universitätsunterrichts ist, das eine Ausbildung in Raumordnung und Umwelt umfasst, die mindestens 150 Stunden beträgt, worunter 30 Stunden unzweideutig jedem dieser beiden Fächer gewidmet sind, oder das mit einer solchen Ausbildung ergänzt wird;

2° oder Inhaber eines Diploms des Hochschulwesens langer Studiendauer ist, das eine Ausbildung in Raumordnung und Umwelt umfasst, die mindestens 150 Stunden beträgt, worunter 30 Stunden unzweideutig jedem dieser beiden Fächer gewidmet sind, oder das mit einer solchen Ausbildung ergänzt wird. Er muss ebenfalls eine verwaltungstechnische und praktische Erfahrung von mindestens 5 Jahren im Bereich der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt haben und nachweisen können. Diese Erfahrung kann auf 4 Jahre herabgesetzt werden, wenn sie in Gemeinden gesammelt wurde, die gleichzeitig über eine auf dem gesamten Gemeindegebiet geltende kommunale Städtebauordnung, ein kommunales Strukturschema und eine kommunale Kommission verfügen;

3° oder eine verwaltungstechnische und praktische Erfahrung von mindestens 10 Jahren im Bereich der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt hat und nachweisen kann. Diese Erfahrung kann jedoch auf 8 Jahre herabgesetzt werden, wenn sie in Gemeinden gesammelt wurde, die gleichzeitig über eine auf dem gesamten Gemeindegebiet geltende kommunale Städtebauordnung, ein kommunales Strukturschema und eine kommunale Kommission verfügen.

Art. 257/3 - Die Akte zur Beantragung eines Zuschusses wird spätestens am 30. Oktober des Jahres vor der Wirkung des Zuschusses vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium beim Minister der Raumordnung eingereicht. Sie beinhaltet:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderats, durch den die Einstellung eines Raumordnungs- und Umweltberaters beschlossen wird oder eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderats, durch den ein statutarischer Bediensteter oder ein Vertragsbediensteter als Raumordnungs- und Umweltberater bezeichnet wird;

2° eine Abschrift des bzw. der Diplome, das bzw. die der Raumordnungs- und Umweltberater besitzt;

3° eine Beschreibung der Aufgaben, Arbeiten, Ziele und Betriebsmittel des gemeindlichen Städtebaudienstes, die dazu dient, den gemeindlichen Willen, sich in die neuen Verantwortungen im Rahmen der Verwaltung ihres Gebiets einzusetzen, zu beweisen, wobei insbesondere die Rolle des Raumordnungs- und Umweltberaters gekennzeichnet wird;

4° die ausführliche Aufstellung der Lohnkosten betreffend die Einstellung oder die Weiterbeschäftigung des Raumordnungs- und Umweltberaters.

Art. 257/4 - Zwei oder mehrere angrenzende Gemeinden sind berechtigt, zusammen eine einzige Akte zur Beantragung eines Zuschusses für die Einstellung eines Raumordnungs- und Umweltberaters einzureichen, dessen Tätigkeit auf den jeweiligen Gebieten dieser Gemeinden ausgeübt wird.

Art. 257/5 - Soweit der Antrag auf Zuschuss die im vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der durch die Haushaltsmittel vorgegebenen Begrenzungen wird der Betrag des Zuschusses durch den Minister der Raumordnung gewährt.

Der Betrag des Zuschusses wird pauschal auf 12.000 euro festgelegt.

Der Betrag des Zuschusses wird bis höchstens 200% gewährt, für die Gemeinden, die gleichzeitig über eine kommunale Städtebauordnung, die auf dem gesamten Gemeindegebiet geltend ist und die gesamten in Artikel 78, § 1 erwähnten Punkte umfasst, ein bereits verabschiedetes kommunales Strukturschema und eine kommunale Kommission verfügen.

Der Betrag des Zuschusses wird bis höchstens 150% gewährt, für die Gemeinden, die über eine kommunale Kommission verfügen, deren Entwurf zum Strukturschema das günstige Gutachten des beauftragten Beamten erhalten hat, nachdem er durch den Gemeinderat vorläufig verabschiedet worden ist, und deren Entwurf zur Städtebauordnung, die auf dem gesamten Gemeindegebiet geltend ist und die gesamten in Artikel 78, § 1 erwähnten Punkte umfasst, durch den Gemeinderat vorläufig und spätestens am Tage der Einreichung des Antrags auf Zuschuss verabschiedet worden ist.

Der Betrag des Zuschusses wird bis höchstens 100% gewährt, für die Gemeinden, die keine der in den vorstehenden zwei Absätzen beschriebenen Bedingungen erfüllen.

Für die durch zwei oder mehrere Gemeinden zusammen eingereichten Anträge auf Zuschuss wird der Betrag des Zuschusses jeder der Gemeinden je nach den im vorliegenden Artikel festgelegten Kriterien gewährt. Der Gesamtbetrag darf jedoch 300% des Pauschalbetrags pro eingestellten Berater nicht überschreiten.

Art. 257/6 - Der Zuschuss wird am Ende des abgelaufenen Jahres auf der Grundlage der folgenden Unterlagen ausgezahlt:

1° ein Beleg für die bestrittenen Ausgaben, worunter die Lohnkosten des Raumordnungs- und Umweltberaters und die Betriebskosten betreffend seine Aufgaben;

2° ein ausführlicher Tätigkeitsbericht über die Aktion des Beraters innerhalb des gemeindlichen Städtebaudienstes, über den Einsatz der Gemeinde hinsichtlich ihrer Verantwortungen angesichts der Planung ihres Gebiets, und in dem ihre Zukunftsvorstellung über die Entwicklung ihrer Politik in diesem Bereich genau angegeben wird;

3° der Beweis, dass der Berater an Ausbildungen im Bereich der Raumordnung und der Umwelt im Laufe des Jahres, das Gegenstand des Zuschusses ist, teilgenommen hat.

Für das Jahr, an dem der Raumordnungs- und Umweltberater sein Amt angetreten hat, wird der Zuschuss im Verhältnis zu der Anzahl geleisteter Monate ausgezahlt.

Die Anträge auf Auszahlung eines Zuschusses werden unter Beifügung der in Absatz 1, 1° bis 2° bestimmten Unterlagen dem Minister der Raumordnung spätestens am 31. März des Jahres nach demjenigen, das Gegenstand des Zuschusses ist, übermittelt.

Der Minister der Raumordnung kann den Inhalt des in Absatz 1, 2° vorgesehenen Tätigkeitsberichts genauer festlegen.

Für die durch zwei oder mehrere Gemeinden zusammen eingereichten Anträge auf Zuschuss kann es nur einen einzigen Tätigkeitsbericht geben, unter der Bedingung, dass die Aktionen und die Einsätze für jedes Gemeindegebiet beschrieben werden.

Der Tätigkeitsbericht wird innerhalb der in Absatz 3 erwähnten Frist der «Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire» übermittelt.

Art. 2 — Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 — Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3673

[2003/200945]

17 JULI 2003. — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten voor de aanwerving of het behoud van de indienstneming van één of verschillende adviseurs ruimtelijke ordening en milieuzaken**

De Waalse Regering,

Gelet op het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Waa's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium), inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 2003;

Gelet op het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van boek IV van het « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine », wordt een hoofdstuk I *quinquies* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK I *quinquies* ». — Toekenning van toelagen aan gemeenten voor de aanwerving of het behoud van de indienstneming van één of verschillende adviseurs ruimtelijke ordening en milieuzaken

Art. 257/1. De toekenning van een toelage voor de aanwerving of het behoud van de indienstneming van één of verschillende adviseurs ruimtelijke ordening en milieuzaken, is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° de gemeente gaat over tot de aanwerving of het behoud van de indienstneming van een adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken binnen 6 maanden vanaf de beslissing tot toekenning van de toelage;

2° de gemeente verbindt zich ertoe om een gemeentedienst stedenbouw op te richten uiterlijk bij de aanwerving of de beslissing tot behoud van de indienstneming van genoemde adviseur;

3° de adviseur verbindt zich ertoe om een doorlopende opleiding inzake ruimtelijke ordening en milieuzaken te volgen.

Art. 257/2. Om in aanmerking te komen voor de toelage, moet de gemeente overgaan tot de aanwerving of het behoud van de indienstneming van een adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken. Die moet :

1° hetzij houder zijn van het diploma van architect of van elk universitair diploma, dat gepaard gaat of aangevuld wordt met een opleiding inzake ruimtelijke ordening en milieuzaken van minstens 150 uren, met ten minste 30 uren die duidelijk besteed zijn aan elk vak;

2° hetzij houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type, dat gepaard gaat of aangevuld wordt met een opleiding inzake ruimtelijke ordening en milieuzaken van minstens 150 uren, met ten minste 30 uren die duidelijk besteed zijn aan elk vak, enerzijds, en bewijs kunnen leveren van een ervaring van minstens 5 jaar beheer en praktijk inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en leefmilieu. Die ervaring kan worden teruggebracht tot 4 jaar voor zover ze werd opgedaan in gemeenten die gelijktijdig over een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement beschikken dat geldig is op het hele gemeentelijke grondgebied, alsook een gemeentelijk structuurplan en een gemeentelijke commissie anderzijds;

3° hetzij bewijs kunnen leveren van een ervaring van minstens 10 jaar beheer en praktijk inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en leefmilieu. Die ervaring kan worden teruggebracht tot 8 jaar voor zover ze werd opgedaan in gemeenten die gelijktijdig over een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement beschikken dat geldig is op het hele gemeentelijke grondgebied, alsook een gemeentelijk structuurplan en een gemeentelijke commissie anderzijds.

Art. 257/3. Het dossier betreffende de aanvraag om toelage wordt ingediend door het college van burgemeester en schepenen bij de Minister van Ruimtelijke Ordening, uiterlijk 30 oktober van het jaar dat voorafgaat aan de subsidiëring.

Het bevat :

1° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij wordt beslist een adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken aan te werven, of een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij een statutair of contractueel personeelslid wordt aangewezen als adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken;

2° een kopie van het(de) diploma(s) waarover genoemde adviseur beschikt;

3° een beschrijving van de opdrachten, taken, doelstellingen en werkingsmiddelen van de gemeentedienst stedenbouw, die de wil van de gemeente moeten aantonen om zich geheel in te zetten voor het beheer van haar grondgebied, in het bijzonder door de rol van genoemde adviseur te verduidelijken;

4° de opsomming van de loonkosten betreffende de aanwerving of het behoud van de indienstneming van genoemde adviseur.

Art. 257/4. Twee of meer aangrenzende gemeenten mogen gezamenlijk een uniek dossier indienen betreffende de aanvraag om toelage voor de aanwerving van een adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken wiens activiteit wordt uitgeoefend op de respectieve grondgebieden van die gemeenten.

Art. 257/5. Voor zover de aanvraag om toelage voldoet aan de voorwaarden die in dit hoofdstuk vastgelegd zijn en binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de toelage toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening.

Het bedrag van de toelage wordt forfaitair vastgelegd op 12.000 euro.

De toelage wordt toegekend ten belope van maximum 200 % voor de gemeenten die gelijktijdig over een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement beschikken dat geldig is op het hele gemeentelijke grondgebied en dat alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, bevat, alsook een gemeentelijk structuurplan en een gemeentelijke commissie.

De toelage wordt toegekend ten belope van maximum 150 % voor de gemeenten die over een gemeentelijke commissie beschikken, waarvan het ontwerp van gemeentelijk structuurplan het gunstige advies van de afgevaardigde ambtenaar heeft gekregen na voorlopig goedgekeurd te zijn door de gemeenteraad en waarvan het ontwerp van gemeentelijk stedenbouwkundig reglement dat geldig is op het hele gemeentelijke grondgebied en dat alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, bevat, voorlopig goedgekeurd is door de gemeenteraad, uiterlijk op de dag waarop de aanvraag om toelage wordt ingediend.

De toelage wordt toegekend ten belope van maximum 100 % voor de gemeenten die geen enkele voorwaarde bedoeld in de twee vorige leden vervullen.

Wat betreft de aanvragen om toelage die gezamenlijk worden ingediend door twee of meer gemeenten, wordt de toelage toegekend aan elke gemeente volgens de in dit artikel vastgelegde criteria. Het globale bedrag van de toegekende toelage mag echter niet hoger zijn dan 300 % van het forfaitaire bedrag per aangeworven adviseur.

Art. 257/6. De toelage wordt vereffend aan het einde van het afgelopen boekjaar, op grond van volgende stukken :

1° een bewijs van de uitgaven met, o.a., de loonlast van de adviseur ruimtelijke ordening en milieuzaken en de werkingskosten betreffende zijn opdrachten;

2° een uitvoerig activiteitenverslag betreffende de actie van de adviseur binnen de gemeentedienst stedenbouw alsook de betrokkenheid van de gemeente bij haar verantwoordelijkheden tegenover de ruimtelijke ordening van haar grondgebied, met een toekomstgerichte verduidelijking van haar kijk op de ontwikkeling van haar beleid op dat gebied;

3° het bewijs dat de adviseur opleidingen inzake ruimtelijke ordening en milieuzaken heeft gevolgd in de loop van het jaar waarop de toelage betrekking heeft.

Wat betreft het jaar van de indienstreding van genoemde adviseur, wordt de toelage vereffend naar rata van het aantal gepresteerde maanden.

De aanvragen om vereffening van de toelage, vergezeld van de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde stukken, worden toegestuurd aan de Minister van Ruimtelijke Ordening uiterlijk 31 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop de toelage betrekking heeft.

De Minister van Ruimte Ordening kan de inhoud van het in het eerste lid, 2°, bedoelde verslag verduidelijken.

Wat betreft de aanvragen om toelage die gezamenlijk door twee of meer gemeenten ingediend worden, mag een uniek verslag worden opgemaakt op voorwaarde dat de acties en gevolgen betreffende elk gemeentelijk grondgebied worden geïdentificeerd.

Het activiteitenverslag wordt overgebracht naar de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » binnen de in het derde lid bedoelde termijn.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET